



HAL
open science

La grand-messe CAN 2002 : enjeux économiques, politiques et sanitaires d'une compétition de football

Yaya Koné

► **To cite this version:**

Yaya Koné. La grand-messe CAN 2002 : enjeux économiques, politiques et sanitaires d'une compétition de football. *Loisir et Société / Society and Leisure*, 2020, 43 (2), pp.158-176. 10.1080/07053436.2020.1788784 . hal-04527195

HAL Id: hal-04527195

<https://uphf.hal.science/hal-04527195v1>

Submitted on 29 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Yaya Koné
Maître de conférences
Université Polytechnique Hauts de France
Laboratoire LARSH, Valenciennes
yaya.kone@uphf.fr

La grand-messe CAN 2002

Enjeux économiques, politiques et sanitaires d'une compétition de football

La grand-messe CAN 2002. Enjeux économiques, politiques et sanitaires d'une compétition de football

Résumé

En 1998, la Confédération Africaine de Football confie l'organisation de la 23^{ème} édition de la Coupe d'Afrique des Nations au Mali. « L'objectif CAN » fixé par les autorités est un projet d'envergure qui amorce une dynamique à laquelle toutes les couches de la société sont appelées à participer. Avec la récente mais fragile ouverture démocratique des années 1990, cet événement sportif apparaît comme un nouveau défi et un formidable outil de modernisation. L'objectif affiché à court terme par le comité d'organisation est double, ambitieux mais opaque ; il s'agit d'améliorer le quotidien des Maliens et l'image du pays à l'international afin d'attirer investisseurs et visiteurs. Nous tenterons de mettre en évidence les dysfonctionnements et les apports majeurs générés par l'événement afin de mieux comprendre quel en a été l'impact réel.

Mots-clés : Football, Mali, CAN, Management, *Dyatiguiya*

The CAN Grand Mass 2002. Economic, political and health issues of a football competition

Abstract

In 1998, the African confederacy of football confides the organization of the 23rd edition of the African cup of nations in Mali. The "objective CAN" fixed by the authorities is a large-scale project which begins a dynamics in which all the sectors of society are in theory called to participate. With the recent but fragile democratic opening of the 1990s, this sports event appears as a new challenge and a great tool of modernization. The objective posted in the short term by the steering committee is double, ambitious but opaque; it is a question of improving the everyday life Malian and the image of the international country to attract investors and visitors. We shall try to highlight the dysfunctions and the major contributions generated by the event to understand better which was the real impact.

Key-words: Football, Mali, CAN, Management, *Dyatiguiya*

La grand-messe CAN 2002. Enjeux économiques, politiques et sanitaires d'une compétition de football

Introduction

Le football domine le champ sportif ouest-africain. Accompagnant les projets personnels des adolescents des quartiers populaires ou les ambitions politiques des partis au pouvoir, tout semble possible avec le football. Ses fonctions politiques et lucratives, ses dimensions ludiques et méritocratiques l'inscrivent dans le paysage social.¹ Les obstacles structurels ou politiques cantonnent la majorité des pays africains à l'organisation de compétitions de seconde catégorie, des championnats régionaux ou sous-régionaux. La compétition de premier plan auquel sont conviées les 16 équipes nationales de football les plus performantes du continent se déroule pour la première fois sur le sol malien, du 19 janvier au 10 février 2002. Le football sert de vitrine au Mali et le processus organisationnel représente a priori une opportunité en termes de développement, d'emplois et de tourisme. Face à la crise endémique et permanente le recours à l'événementiel sportif apparaît comme le projet le plus efficient. Mais le Mali a-t-il bien estimé l'enjeu d'une politique d'une telle ampleur ? Au fil des quinze années qui ont suivi la tenue de la grand-messe du football africain au Mali, nous avons cherché à en évaluer l'impact sur la société malienne. Nous verrons si la Coupe d'Afrique de Nations (CAN) a réussi le pari annoncé de transformer l'économie du Mali, et les changements sociaux qui lui sont imputables.

I L'ethnographie du football dans le contexte malien

Cette recherche alliant différents outils méthodologiques s'inscrit dans le cadre d'une étude longitudinale. L'enquête de terrain se déroule en trois phases et s'étale sur une période de sept ans. Amorcée dès 2002, elle se prolongera à partir de 2009 en une analyse comparative. Le travail de terrain débute dans la dynamique de la CAN au Mali, au cours de l'année universitaire 2001/2002. Les quartiers de la capitale Bamako et l'agglomération de Sikasso ont constitué les principales places d'observation.² Les données officielles ont été recueillies auprès des agents du ministère des sports, de l'économie et auprès du COCAN, un comité local d'organisation constitué de juristes. D'autres professionnels du secteur sportif comme le directeur de l'INJEPS d'Abidjan et le secrétaire général de la fédération malienne d'athlétisme ont également été sollicités.³ Les externalités positives figuraient en bonne place dans les études d'impacts présentées par le ministère de l'économie. Cette situation liée à la validité des sources institutionnelles et à l'originalité du sujet rappelait la nécessité d'assurer la production de données qualitatives. Couplée aux multiples sources documentaires et orales l'observation participante au sein de trois *grins* bamakois (associations informelles) éclaire sur les attentes sociales liées au projet.⁴ Un nombre de 12 entretiens ont été menés auprès de trois cadres liés au service public des sports, de trois footballeurs licenciés et de cinq individus dont une vendeuse, un étudiant et trois salariés.

¹ Voir les travaux de Paul Dietschy sur l'histoire du football (2014) et sur le football africain (2008).

² Observation participante à Bamako (1,6 millions d'habs) : dans les quartiers de Faladié, Banankabougou, Magnambougou, Quinzimbougou, Yirimédio et Hippodrome. Observation participante à Sikasso (225000 habs) : quartiers de Kaboïla, Wayerema, communes de Bougoula, Bougouni. Burkina : Bobo-Dioulasso, Ouagadougou.

³ Institut national de la jeunesse, de l'éducation physique et sportive à Abidjan.

⁴ Les *grins* sont des groupes d'amis, généralement masculins, qui se réunissent régulièrement aux abords d'une cour familiale, ils y discutent et y boivent le thé vert. La participation eut lieu tout au long du séjour au Mali.

La première phase d'observation post-CAN, entre 2005 et 2009, a pour objectif d'évaluer l'impact de l'événement à moyen terme. Le retour dans les villes-sites a permis d'observer les acquis, la destination et l'usage des infrastructures. Trois enquêtés de la période précédente et un hôtelier bamakois ont été à nouveau sollicités. Ces données recueillies par une hybridation des méthodes entretien/récit vie montrent l'évolution des positionnements individuels à l'égard de la CAN. A partir de 2009 l'étude prend une dimension comparative et socio-historique. Il s'agit à la fois de poursuivre les analyses ethnographiques sur le sport malien et de relever une mémoire de la CAN à partir du discours des différents acteurs. L'accès aux archives de l'aéroport de Bamako a permis de relever des données relatives aux voyageurs (caractéristiques, motifs de voyage), mentionnées sur 40 documents de débarquement. Les autres méga-événements de la sous-région serviront d'éléments comparatifs afin de mieux cerner les enjeux d'un projet de cette envergure ;⁵ parmi lesquels les Jeux de la francophonie qui se sont déroulés dans un contexte de famine au Niger (2005) et dans un contexte de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire (2017) ou encore la tenue de la première édition des championnats d'Afrique des joueurs locaux (CHAN) à Abidjan en 2009.

II Rêve d'émergence et mobilisation populaire

Projet sportif et projet de société

Dans le contexte historique des indépendances africaines de 1960, Kwamé Nkrumah, le président du jeune État ghanéen profite de l'inauguration d'une série de stades pour affirmer le rôle unificateur d'un projet d'équipement qui non seulement permettra d'intégrer l'ensemble des régions du pays et qui sera le point de départ de la concrétisation de son projet panafricaniste.⁶ Dans la dynamique de l'organisation de grands événements les États africains mettent l'accent sur « une année zéro » nécessaire à la construction de l'unité nationale et à la mobilisation des forces vives. Certaines études s'intéressent aux liens entre football et politique en Afrique comme celles de Peter Alegi (2008), Gary Armstrong (2002) ou encore les travaux de Suzann Baller et Martha Saavedra (2010) qui montrent comment l'association de l'emblématique triptyque « Frederik de Klerk, Nelson Mandela, Desmond Tutu » au projet sud africain va peser dans la décision finale du CIO d'attribuer la *World Cup* 2010 à la nation arc-en-ciel.⁷ Les candidatures du Maroc et de l'Afrique du Sud à l'organisation de la coupe du monde 2010 vont ouvrir de nouvelles perspectives en renforçant les caractères transnationaux, panafricains voire globaux des projets footballistiques (Cornelissen et al., 2011).

L'ensemble des recherches sur les méga-événements fait émerger la formule du succès, à travers une équation qui prend la forme suivante : projet sérieux = leader sérieux + budget sérieux. Le sérieux du projet se mesure à l'appui d'une autorité charismatique. L'absence d'un leader actif sur la scène continentale ou mondiale est un handicap pour l'obtention de la CAN. Lorsque le projet porté par la personnalité emblématique est couplé à une manne financière importante, l'exigence de transparence, de démocratie et la faisabilité du projet passent au second plan (Ndlovu, 2010). Cette dimension à la fois diplomatique et économique révèle l'ambiguïté que constitue l'attribution de méga-événements sportifs à des pays au régime autoritaire comme la Russie, le Qatar, la Chine ou encore l'Angola, la Libye et la Guinée Équatoriale (Muponde, 2011).⁸

⁵ Feddersen, Maennig. Mega-events and sectoral employment: the case of the 1996 Olympic Games, 2013.

⁶ Sports and African Unity. Kumasi, February 20, 1960 in *Kwame Nkrumah selected speeches*, Obeng S(dir).

⁷ Frederik de Klerk, Nelson Mandela, Desmond Tutu. Prix Nobel de la paix, sollicités par le président T Mbeki.

⁸ Durant la décennie 1970, le président zaïrois Mobutu Sese Seko promeut un concept d'« authenticité » qui se manifeste par une mobilisation populaire et une propagande assurées par l'organisation et la participation à des

La couverture médiatique internationale, le montant des fonds mobilisés et l'engouement populaire dans les 54 pays africains démontrent que cette compétition biennale est de loin l'événement culturel le plus prestigieux du continent. Mais la Confédération Africaine de Football (CAF) partage avec le pays organisateur une certaine anxiété quant à la livraison des infrastructures dans les délais. La sous-estimation des coûts *ex ante* et la surestimation des retombées socio-économiques *ex-post* vont de pairs avec une instabilité politique, des problèmes structurels et sanitaires endémiques (Porter & Fletcher 2008). Du Mali (1968) au Maroc (1988/2015), en passant par la Libye (2013) et plus récemment avec le Cameroun (2019), à huit reprises des crises majeures ont conduit au report en catastrophe de la compétition d'un pays choisi vers un pays de secours. La gestion des incertitudes permet aux nations les mieux préparées d'aller au bout de leur projet ou d'en assurer l'intérim en cas de défaillance du pays d'accueil, un rôle susceptible de revenir aux trois puissances économiques du continent le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Égypte. Si l'investissement pèse lourd dans le budget des pays en développement, le discours officiel tend à en relativiser le coût. L'événement apparaît comme une opportunité à saisir ; il est présenté comme un sacrifice nécessaire pour sortir de la spirale du sous-développement ; il devient le moteur de l'unité et du changement.

Mory, 52 ans, fonctionnaire du ministère de l'économie (2002)

Le Mali est dans la phase la plus importante de son histoire depuis l'indépendance. Ce projet tout le monde en attend quelque chose. C'était pas facile avec la dévaluation, mais on commence enfin à sortir du tunnel. On reste un pays pauvre mais le Malien est résilient. Regarde autour toi, dans la ville, le pays est en mouvement, Bamako est en chantier. Partout, partout, des constructions. L'avenir c'est ici, c'est le Mali. Avec la CAN le pays se développe, c'est le moment d'investir.

Les analyses liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football nous replongent dans le contexte du Mali des années 2000 et nous donnent des éléments pertinents pour saisir les difficultés actuelles. Au sein des poudrières africaines le Mali de la fin des années 1990 apparaît comme un îlot de stabilité et fait figure de modèle démocratique imparfait dit « à l'africaine ». Le pays qui postule à l'organisation de la CAN affiche un taux de croissance de près de 6% et se relève de plus de 23 années de dictature militaire. Ces garanties politiques, les perspectives économiques et les réseaux du président Alpha Oumar Konaré sur la scène continentale vont peser en faveur du Mali lors du choix du pays organisateur de la 23^{ème} édition de la CAN.⁹

L'économie malienne est peu diversifiée, basée sur la production d'extraction et les cultures vivrières concentrées dans le Sud du pays. L'agriculture regroupe près de 80% des actifs et contribue à hauteur de 38,8% au PIB. L'aide au développement et les transferts de fonds effectués par les expatriés maliens soutiennent l'économie. La diaspora installée en France effectue à elle seule, par le circuit officiel, un transfert annuel de plus de 120 milliards de FCFA, ce qui représente l'équivalent de l'aide au développement et une contribution au PIB de l'ordre de 3 à 11% mais équivaut aussi au budget de la CAN 2002.¹⁰ Le développement était au cœur du projet malien. Le pays a fait valoir devant les instances de la Confédération Africaine de Football des atouts majeurs non exploités aussi bien sur les plans économique que humain (Neube, 2012). Il s'agissait donc de mettre l'accent sur un nouveau

compétitions sportives majeures : match de boxe Ali/Foreman ou épopée des Léopards du Zaïre, en 1974. Avant la chute de la Jamariya, c'est une Libye prospère et hégémonique qui va afficher ses ambitions panafricaines et obtenir l'organisation de la CAN 2013. La CAF réattribuera l'organisation de la CAN 2013 à l'Afrique du Sud.

⁹ Président du Mali de 1992 à 2002, puis président de l'Union Africaine.

¹⁰ Banque africaine de développement. Institution financière multinationale fondée en 1964. Installée à Abidjan, la BAD est chargée de contribuer au financement et à l'appui du développement des pays africains.

mode de gouvernance, d'insuffler une dynamique ayant des effets à moyen et à long termes. Une phase impulsée par de grands travaux visant à moderniser le tissu urbain malien et à pourvoir de nombreux emplois dans les secteurs du bâtiment, de l'hôtellerie ou de l'artisanat. La période de compétition est alors présentée comme l'ultime occasion d'accueillir des devises étrangères ; et la gestion de l'après-compétition vise à doter la population des acquis de la CAN (Baade & Matheson, 2015). Avec un taux d'urbanisation de 36%, la rénovation des infrastructures héritées de la colonisation (Deville-Danthu, 1997), la réfection des routes et l'édification des bâtiments publics font partie de la stratégie affirmée par Ibrahima Makanguilé, le président du COCAN.¹¹ L'objectif initial est de générer des multiplicateurs à même de soutenir la croissance, de nombreux emplois et de s'inscrire dans les exigences des instances sportives mondiales qui enjoignent tout postulant à un méga-événement à créer un héritage olympique durable (Clastres, 2008). Chaque candidature à l'organisation d'un méga-événement sportif doit apporter une touche nouvelle, justifier un progrès innovant. Avec un budget limité, l'innovation apportée par le Mali consiste dans le choix d'un 5^{ème} site et dans la dimension culturelle voire humaniste du projet à travers une prise en charge présentée comme authentiquement malienne des équipes et supporters requalifiés en invités.

Du village olympique au village africain

Durant la compétition les équipes nationales sont logées dans des villas au sein de complexes bâtis pour l'occasion. Ces villages CAN inspirés de l'édition burkinabè de 1998 sont devenus les principales zones résidentielles des villes-sites. Ces résidences cossues abriteront les partenaires économiques, les personnels et équipes sportives ainsi que les journalistes. La gestion des structures d'accueil des sportifs s'aligne sur le modèle des villages olympiques, mais pour la première fois l'accueil des supporters se fait chez l'habitant à moindre frais, c'est le concept du village africain. Chaque championnat à dimension internationale est l'occasion d'une innovation. Ce que le Mali peut difficilement réaliser sur le plan technologique, il tente de l'apporter sur le plan relationnel. Le pays se base sur sa modeste expérience d'organisateur de la CAN cadet 1995, mais le modèle de gestion appliqué à une compétition de jeunes est difficilement transposable à la CAN senior.

Les autorités ont promu la *dyatiguiya*, l'hospitalité. Il s'agit d'une des valeurs cardinales de la société malienne qui consiste à faire de l'étranger une personne plus importante que son hôte ; c'est l'art de se plier en quatre. En mettant à contribution la population les autorités ont renvoyé les Maliens à leur devoir, dans un souci idéologique de distinction par le relationnel visant à montrer les qualités sociales du peuple malien. Moins compétitive que les grandes nations du football, la vitrine du pays organisateur est sa gestion singulière et solidaire des hébergements. A la spontanéité inhérente à une véritable culture d'accueil se substitue le management, qui prend la forme d'une hospitalité-planifiée, provoquée, proposée, imposée. Les parties évoluent dans la dimension contractuelle d'une *balanced reciprocity* (Sahlins 1972), d'une part conjointes à fournir le gîte et le couvert au nom de la solidarité nationale, de l'autre obligées d'accepter l'hospitalité offerte en respect des codes culturels du pays d'accueil. Se basant sur une culture où le refus d'assistance est un signe patent d'égoïsme moral, les autorités ont anticipé les réactions passives de résistance à la *dyatiguiya étatique* de la part de familles auxquelles elles offrent une participation concrète à l'aventure CAN (Boudou, 2017).

¹¹ COCAN : Comité d'organisation de la coupe d'Afrique des nations de football.

A travers cette approche managériale le COCAN se fait porte-parole d'un chef de l'État malien qui brigue la présidence de l'Union Africaine. Le discours se fonde sur le postulat d'une homogénéité culturelle des pays africains et sur une rhétorique panafricaniste qui enjoignent citoyens maliens et ressortissants étrangers à la solidarité autour de l'événement. Le pays organisateur évalue ses capacités d'accueil mais aussi les bouleversements éventuels que provoque un afflux de 500 000 supporters sur une période aussi courte. La gestion des supporters est problématique, si bien qu'un grand nombre de fédérations privilégient la solution locale. Selon leur degré d'attractivité certains pays organisateurs mettent davantage l'accent sur la proximité socioculturelle, c'est le cas de la *dyatiguiya* malienne en direction des ressortissants de l'espace CEDEAO¹²; d'autres insistent sur la distance socio-économique avec les visiteurs, et dans ce cas l'octroi de visas est réservé aux supporters qui apportent des garanties de retour.¹³ Les autorités ont-elles anticipées les difficultés des supporters africains à honorer des frais d'hôtel relativement onéreux ou ont-elles au contraire vu à travers la *dyatiguiya* un moyen d'attirer un tourisme régional *low cost* ?

III Des dysfonctions : tensions économiques et culturelles

Des visiteurs qui se font encore attendre

Le caractère ambivalent de la *teranga* sénégalaise, de l'*akwaba* ivoirienne et de la *dyatiguiya* malienne réside dans le fait qu'elles incarnent des qualités d'accueil et des générateurs de bien-être endémiques et constituent également des slogans publicitaires à destination des touristes. Une valeur ajoutée construite en opposition à l'individualisme supposé des pays de provenance des visiteurs (Gotman, 2001). La CAN révélera l'ambiguïté du discours sur un art de recevoir typiquement malien qui vise à gommer la frontière entre le proche et le lointain et qui de fait écarte la majorité des Maliens de velléité de profit direct. La *dyatiguiya* revêt une dimension morale et idéologique, elle traduit le discours sur l'opportunité économique en effet d'aubaine et le gain en sacrifice au nom de l'intérêt général. Sur injonction des autorités les Maliens se font une obligation morale de « ne pas s'enrichir au détriment des visiteurs », de les inclure dans la communauté. Et dans le même temps, les instances tendent à freiner les velléités de consommation en recommandant au visiteur un séjour à l'économie, c'est-à-dire à dépenser le moins possible.

Cette gestion singulière faisant prévaloir le « rendre service » sur les services a une utilité sociale certaine, mais sa transposition à grande échelle a généré des dysfonctionnements importants. L'argument de mettre la tradition au service du développement a montré ses limites dès le coup d'envoi de la CAN 2002. En enjoignant les Maliens à la *dyatiguiya* envers les visiteurs africains, COCAN et gouvernement ont contribué à vider les hôtels. Les supporters frontaliers qui étaient des clients potentiels se sont massivement dirigés chez l'habitant, laissant les hôtels aux quelques journalistes occidentaux. Ce que le Mali cherchait à gagner en termes d'image, il l'a perdu en devises. Aussi, cette interdiction tacite de profit décidée en haut lieu par des politiques qui se sont immiscés dans les rapports quotidiens a contribué à assimiler les acteurs politiques en bénéficiaires exclusifs de la CAN. On note un phénomène de *straddling* ou chevauchement des strates traditionnelles et modernes. Derrière la tradition d'accueil réinventée l'État exhorte les Maliens à la

¹²Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, organisation intergouvernementale fondée en 1975.

¹³A côté de la circulation internationale des unités de talent, l'évaporation régulière d'athlètes et la récente épidémie d'Ebola renforcent la suspicion à l'égard des flux et masses sportives en provenance du Sud. Le Maroc s'est retiré de l'organisation de la CAN 2017 en pleine épidémie d'Ebola pour prévenir la contagion via le flux de supporters. Voir l'article « criminalisation de l'immigration » Christian Poiret, 2003.

réciprocité négative, c'est-à-dire à fournir des chambres d'hôtes en pension complète sans contreparties financières ; avec pour perspective la naissance d'un « tourisme d'iniquité », sans redistribution (Du Plessis, 2006). Cette stratégie du séjour chez l'habitant est adaptée à un marché européen dans lequel le positionnement de la clientèle oscille entre la recherche d'exotisme et l'éthique des vacances équitables (Laliberté, 2005). Mais valoriser ce type de séjour auprès de supporters subsahariens qui vivent les mêmes réalités sociales et socioculturelles atteint très vite ses limites. Sur le plan économique cette approche solidaire ambiguë a éloigné le projet CAN du développement durable et l'a fait basculer dans une forme de tourisme social, tout en bloquant les initiatives privées.

La décennie qui a suivi la CAN a montré une stabilisation puis un effondrement du nombre de visiteurs. La consultation des fiches de débarquement à l'aéroport de Bamako, à sept ans d'intervalle,¹⁴ a fait émerger le profil des visiteurs. Dans deux-tiers des cas il s'agit de franco-maliens mentionnant la « visite touristique » comme motif de voyage et une « adresse familiale » comme lieu de séjour temporaire. C'est cette même diaspora, assimilée aux touristes par les autorités consulaires, qui revient régulièrement après l'événement.

Tous les supporters n'ont pas vocation à s'installer chez l'habitant, cela peut être source d'inconfort et réduire la marge de liberté ou l'autonomie de l'individu. Sur quatre sites on observe que seuls les groupes de supporters frontaliers qui appartiennent à l'aire culturelle soudano-sahélienne ont recours à ce mode d'hébergement, soit un groupe de supporters par ville-site. A Ségou les Burkinabè davantage que les Algériens, à Kayes les Sénégalais davantage que les Tunisiens, à Sikasso on constate une distance culturelle plus grande avec les Congolais qu'avec les voisins ivoiriens. On observe que les supporters ivoiriens, burkinabè et sénégalais évoluent dans un univers linguistique familier, ils sont mandéphones et arborent des patronymes Malinké-Peul similaires à ceux des habitants des villes d'accueil.¹⁵ Les supporters de la CAN sont d'abord des locaux, des Maliens, Sénégalais ou Ivoiro-Maliens qui se sont rapprochés des délégations. L'affluence moyenne de la CAN est de 17 000 spectateurs, pourtant les stades étaient au trois quarts vides. Les affluences les plus importantes ont été enregistrées lors des matchs de l'équipe nationale du Mali et du Sénégal qui drainaient pas moins de 50 000 supporters contre 4000 pour les autres matches.

Mory, 45 ans, cadre bancaire (2002)

Si tu avais vu l'effervescence, la joie ici pendant la CAN. Non tu ne peux pas imaginer, c'était indescriptible surtout quand l'équipe nationale s'est qualifiée pour les demies. Le pays était sans dessus dessous, je ne sais pas si un jour on reverra le Mali comme ça.

Dans un souci de gérer l'incertitude de l'après CAN, le Mali a composé avec ses réalités, ses capacités d'accueil et adapté le projet à son budget. Le pays qui n'est pas en mesure de bâtir des édifices en nombre suffisant et d'en assurer la pérennité grâce au tourisme, en appelle ainsi aux citoyens pour colmater les limites du projet et respecter le cahier des charges de la Confédération Africaine de Football. Le recours à ce mode d'hébergement chez l'habitant masque les carences du pays en termes d'infrastructures hôtelières. La culture est un argument de poids et une solution idoine à ce problème. Cette prise en charge singulière qui, en rapport avec le monde institutionnel, relève de la solution d'urgence ou de l'échange culturel est érigé en mode normal d'hébergement.¹⁶ La rénovation du parc hôtelier effectuée dans l'optique de la CAN permet d'accueillir toutes sortes de

¹⁴ Sur un total de 40 fiches : 20 fiches de débarquement consultées en 2002 et 20 autres consultées en 2009.

¹⁵ Les langues mandées sont les langues véhiculaires malinké, bambara, dioula. On relève une trentaine de patronymes mandingues à travers l'Afrique de l'Ouest (Coulibaly, Diarra, Traoré, Sissoko...), Peul (Diallo, Sow, Ba, Sidibe).

professionnels, mais les capacités d'accueil encore limitées ne permettent pas l'organisation d'événements de premier plan. Non seulement les hôtels pourvoient très peu d'emplois, mais les codes culturels en vigueur dans cette zone sahélienne sans véritable culture touristique tendent à éloigner les Maliens de ce type d'hébergement (Baumann, 2012). Les membres du COCAN ont voulu adapter les visiteurs à la culture malienne et ajuster le projet aux réalités économiques et sociales mais en opposition avec la gestion habituelle d'un événement sportif d'une telle ampleur.

Les différents travaux consacrés aux Jeux Olympiques insistent sur l'échec de certaines stratégies touristiques. A l'instar de Lillehammer en 1994, les lits de Bamako et Sikasso sont restés désespérément inoccupés après le départ des différents acteurs. Ainsi rien n'assure que les visites se transforment un jour en tourisme (Teigland, 2012). Dans les consciences collectives l'hôtel reste d'abord un lieu de rendez-vous amoureux, celui qui abrite les relations illégitimes ou *deuxième bureau*. L'hôtel a donc une connotation négative et tout voyageur, quel que soit son rang, se doit de descendre « chez quelqu'un ». Ne pas savoir où loger signifie la précarité absolue et renvoie à la condition de l'individu sans racines familiales ni amis. En situation de voyage tout le milieu d'interconnaissance est mobilisé et c'est sur ce modèle que le COCAN affirme aux supporters africains qu'ils sont chez eux. La société enjoint donc l'étranger à séjourner chez un *logeur* ou *diatigi*. Le refus est un affront fait à la famille.

Après la CAN les villas qui hébergeaient les acteurs économiques, les sportifs et journalistes, d'abord louées à prix d'or aux expatriés européens, ont été vendues aux riches maliens. Les Maliens de France qui constituaient l'essentiel des détenteurs du parc immobilier bamakois de standing ont vu leurs capacités d'investissement considérablement altérées par la spéculation qui a accompagné l'événement (Baade & Matheson, 2015).¹⁷ De plus, l'offre d'habitat promu par la CAN a impulsé de nouvelles demandes sociales de la part de familles expatriées marquées par l'individualisation. Domine ainsi le modèle d'investissement égoïste type villa, moins efficient que le soutien aux secteurs industriels et commerciaux. Avec l'émergence du lotissement on note un changement dans les pratiques, un effet d'aubaine qui accélère la distanciation vis-à-vis de la famille étendue ou du quartier d'origine. Travailleurs immigrés de France et stars du football ne dérogent pas à la règle, les différentes séquences d'observation mettent en évidence ce phénomène. En effet, ces derniers font construire une villa sur un terrain acquis au cœur du quartier populaire au profit des membres du lignage maternel, mais tendent de plus en plus à séjourner dans une résidence secondaire acquise dans les quartiers neufs construits à l'occasion de la CAN. Les villes maliennes ont un aspect nodulaire avec leurs quartiers regroupant des zones populaires et des villas huppées. Un aspect conservé dans des quartiers anciens comme L'Hippodrome et Quinzimbougou à Bamako ou Wayerema à Sikasso où depuis des décennies familles de notables, expatriées européens et habitants historiques vivent côtes à côtes (Balandier, 1957). La construction des villages CAN à la périphérie et en zone périurbaine fait basculer la ville vers un schéma concentrique. La CAN consacre les premiers quartiers huppés et annonce la fin d'une relative mixité sociale ; alignant progressivement Bamako sur la morphologie urbaine de Dakar et d'Abidjan (Goerg, 2006).¹⁸

¹⁶ *Être assis seul ne vaut rien* in « L'argent et entregent à Bamako » (1994). Robert Vuarin montre comment les relations au sens large constituent le capital principal de l'individu. Et il s'intéresse aux fonctions du bien-être dans un contexte culturel où l'argent n'a d'intérêt que s'il est partagé.

¹⁷ Néanmoins, suite à la dévaluation du Franc CFA en 1994, la diaspora a massivement investi dans l'immobilier. cf. Tandian D, Les suites de la dévaluation du franc CFA de janvier 1994. L'Actualité économique, 1998.

¹⁸ Les villes maliennes semblent désormais suivre le modèle « Ouaga 2000 », du nom du quartier résidentiel de la capitale burkinabè construit à l'occasion du sommet France-Afrique de 1996 et dans l'optique de la CAN 1998.

Au départ des différents acteurs on constate que l'ouverture prônée par les autorités a renforcé les clivages sociaux et culturels. La CAN s'est conclue par une distribution des lots et terrains des grandes villes aux groupes dominants. Il s'en est suivi une amélioration nette du confort des élites du pays qui se sont ruées vers l'investissement locatif. Ces zones que l'on qualifiait de « villages » se sont avérées être des citadelles de riches. De plus, la *dyatiguiya* est certes présentée comme une valeur typiquement malienne mais les conditions d'exercice de cette vertu ne s'appliqueront que dans le sud du pays majoritairement Mandingue. Ce terme bambara promu par les élites du Sud et qui enjoint à la solidarité nationale tend à réduire la culture malienne à sa partie méridionale. Alors que le discours officiel plaçait le démarrage de l'industrie touristique comme un des objectifs principaux du projet CAN 2002, dans les faits, les régions touristiques ont été écartées du projet. Une configuration qui va prendre la forme d'une relégation et alimenter le sentiment de frustration des populations du Nord.

IV Crises et rancœurs du Nord au Sud

Le Mali utile

La politique de développement ciblée a fait émerger des lignes de fractures entre le Nord et le Sud. Les deux tiers du territoire malien sont situés en zone désertique ou semi-désertique, la zone subsaharienne est composée d'une bande sahéenne et d'une région tropicale densément peuplée. Le pays est dominé par deux grands groupes culturels les Mandé-Gur au Sud et les Arabo-Berbères dans sa partie septentrionale (de Bruijn, 2008). Le discours officiel présentait la CAN comme l'outil idoine pour amorcer la politique de décentralisation annoncée à l'horizon 2000. Pourtant, parmi les huit régions administratives seuls les chefs-lieux du Sud ont été impliqués dans le projet CAN, focalisé sur les cinq grandes villes du pays. Ainsi les habitants de Bamako, Sikasso, Kayes, Mopti et Ségou ont vu routes, centres de santé, banques et hôtels sortir de terre. Les régions du Nord, zones pourvoyeuses de tourisme, ont été totalement ignorées aussi bien sur les plans économique que sportif. Les choix du COCAN peuvent facilement apparaître comme discrétionnaires et comme une tentative de déviation des activités touristiques du Centre et du Nord vers les régions du Sud dont est originaire l'élite malienne. Au sein du ministère des sports comme dans les quartiers populaires de Sikasso les discours sont ambivalents, officiels et citoyens lambda soutiennent les actions orientées préférentiellement vers le « Mali utile » celui du Sud, tout en faisant la litanie des atouts touristiques des villes de Gao et Tombouctou classées au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco.¹⁹ L'hypothèse du « principe de précaution » semble peu probable car au moment de la désignation des villes-sites, c'est-à-dire avant 1998, le problème sécuritaire ne se posait pas. Le processus de réconciliation nationale avec les mouvements rebelles Touareg enclenché dès 1992 avait abouti à des accords de paix et la menace djihadiste restait confinée à l'Algérie.²⁰

Issiaka, 40 ans, membre du comité d'organisation (2002)

On s'est concentrés sur les villes les plus stratégiques pour nous. Si, le Nord c'est Mali aussi mais c'est pas pareil. Les matches ne peuvent pas s'effectuer dans le Nord, il n'y a rien là-bas. Et en plus il fait 40, parfois 50 degrés à l'ombre, ce n'est ni bon pour le jeu ni pour les supporters. Et puis c'est le projet d'un pays, pas d'une région. Le Mali est un et indivisible !²¹

¹⁹ Les tombeaux des saints en partie détruits par les djihadistes en 2012 sont en cours de restauration.

²⁰ Les djihadistes du GIA Algérien réfugiés dans le désert malien ont formé le Groupement Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC). Ils constituent une branche d'al Qaida, sous le nom d'AQMI.

La non-participation des zones pourvoyeuses de tourisme de Gao et Tombouctou à la CAN est alors perçue comme un abandon des régions septentrionales par le pouvoir central de Bamako. Habituellement dépourvue d'effectifs suffisants de policiers, fonctionnaires et enseignants qui refusent leur affectation dans le grand Nord, cette zone a en plus été privée des commissariats, casernes de pompiers, matériels d'urgence médico-chirurgical ou autres commodités qui ailleurs ont accompagné la construction des villages CAN. Alors que la CAN aurait pu être un moyen de consolider les actions politiques entreprises durant les années 1990 entre les autorités maliennes et les différents mouvements rebelles touareg, elle a finalement constitué une des étincelles du conflit. La construction du projet a pris une large dimension identitaire et a matérialisé la frontière physique, symbolique et culturelle entre deux Mali. Ces choix lourds de conséquence et les contrecoups des printemps arabes ont contribué à la réactivation de l'irréductibilisme touareg et à la chute des institutions maliennes en 2012. Rétrospectivement, la route annoncée vers l'émergence s'est avérée être une parenthèse enchantée d'une douzaine d'années durant laquelle le Mali a organisé son plus grand événement culturel.

Signes de mécontentement au Sud

Dans l'optique du méga-événement sportif la ville élue entre progressivement en mouvement. Elle réorganise une partie de son habitat, se dote d'un nouveau mobilier urbain et modernise ses transports. Loin des travaux pharaoniques qui accompagnent les olympiades et qui laissent les maries exsangues (Tagaris, 2014), les villes-sites ont mis en service un réseau d'autobus à prix coûtant qui n'a pas survécu à la CAN. Les habitants de Bamako sont restés fidèles aux modes traditionnels de déplacement en motocyclette *Djakarta* ou en Sotrama, des minibus qui assurent régulièrement les liaisons entre les différents quartiers. Les supporters africains ont opté pour une offre de transport comparable à celle qu'ils utilisent quotidiennement à Abidjan ou Dakar, le taxi. Après l'euphorie de la compétition les discours évoluent. Certains usent d'une sémantique qui renvoie à l'inachevé. D'autres parlent de normalisation, affirmant que la CAN n'a fait qu'accélérer la construction d'infrastructures de base, évoquant aussi de manière hyperbolique le quasi archaïsme du Mali pré-CAN. Dans cette société malienne postcoloniale la compétition sert régulièrement de marqueur temporel. En 1998, le Mali compte 17 000 km² de routes dont seulement 2500 sont bitumées. A Sikasso, la troisième ville du pays, les expressions « 1^{er} et 2^{ème} goudrons » sont des repères spatiaux significatifs. Cet événement va entraîner la rénovation des principaux axes routiers reliant la capitale aux villes-sites de Sikasso, Kayes, Ségou, Mopti ; et l'édification de bâtiments publics et de stades dans les principales villes du pays. Mais cela sans amélioration tangible des services publics. A partir de 2002, le pays met l'accent sur le désenclavement intérieur et extérieur. Il s'agit d'améliorer le réseau routier afin de relier Tombouctou et Gao à l'Algérie et assurer la liaison entre les villes maliennes et les principaux ports ouest-africains de Conakry, Nouakchott, Lomé et Téma, dans le souci d'une meilleure intégration régionale. Avec 3700 km² de routes bitumées en 2015, on peut considérer que l'ambitieux plan annoncé par le COCAN et le gouvernement malien s'est limité à un entretien du réseau existant. Les officiels tendent à inclure au crédit de la CAN l'édification de la route transsaharienne reliant les villes du Nord à Bamako. Non seulement ces travaux résultent d'une coopération internationale entamée depuis 1960 et quinze ans après la compétition on constate que les tronçons sahariens du Mali et du Niger ne sont toujours pas achevés.²²

²¹ L'amplitude thermique des villes du Nord Mali, similaire à celle de Fès ou Marrakech, permettrait la tenue des matches, d'autant plus que des séances d'entraînement s'y déroulent. Située dans l'ouest du pays la ville de Kayes est qualifiée de « cocotte minute de l'Afrique » par les Maliens eux-mêmes, elle a pourtant été choisie comme ville-site.

Assitan, 43 ans, une commerçante de Bamako (2006)

Bon c'est un peu mieux, parce qu'avant il n'y avait rien. Quand on allait à Dakar ou à Abidjan les autres africains se moquaient de nous, comme nous on se moque de la Guinée aujourd'hui.

La période post-CAN est marquée par un ensemble de troubles politiques au Sahel et en zone guinéenne dont les effets vont se répercuter sur une économie malienne fortement dépendante du port d'Abidjan. La crise politique qui sévit en Côte d'Ivoire de 2002 à 2011 aura de sévères répercussions économiques sur les ménages maliens. Les deux tiers des habitants de Sikasso vivent de l'important commerce transfrontalier et du transit générés par l'axe Abidjan-Bamako.²³ Dix ans après l'événement, les propos recueillis auprès de ces populations traduisent une certaine frustration. Les critiques les plus virulentes émanent d'individus qui soutenaient le projet CAN. Et cette remise en cause a posteriori de la CAN se focalise sur l'état des routes. Marqué par une forme de dualisme, le discours commun attribue aux constructeurs chinois un certain nombre de malfaçons tout en vantant la fiabilité des routes construites par les groupes français Colas ou Bouygues. L'état défectueux des routes construites dans le sillage de la CAN 2002 est davantage lié au détournement des moyens nécessaires à leur entretien. De manière latente ce sont les problèmes liés au développement et son corollaire de corruption et de chômage endémiques qui sont mis en lumière.

La CAN apparaît très vite comme une excroissance de la *Chinafrique*, comme une violence sociale des classes dirigeantes et une collusion au détriment des travailleurs maliens (Chaponnière, 2012). Les Maliens ont constaté que les édifices construits n'ont pas drainé d'emplois. Et dans un pays où le taux officiel de chômage dépasse largement les 30% de la population active les constructeurs ont importé leur propre main d'œuvre depuis la Chine pour construire les stades. A l'image du Stade du 26 Mars à Bamako, fruit de la coopération sino-malienne et construit par l'entreprise chinoise COVEC.

Moussa, 36 ans, employé-stagiaire au ministère de l'économie (2007)

La CAN, tu parles, ça nous a apporté quoi ! Moi même je suis découragé. C'est encore pire pour se loger. Je travaille parce que mon oncle est bien placé, en fait je suis stagiaire et je ne perçois aucun salaire, mais je préfère encore ça que de rester assis à boire le thé. C'est comme ça depuis trois ans, mais on va faire quoi, on va se plaindre à qui ? Tout le monde veut partir d'ici. Je te dis que dans ce pays aucune couche n'est prospère.

Après la mobilisation autour de la compétition on assiste au relâchement des efforts entrepris par les autorités. Entre les exclus du Nord et les déçus du Sud, les manifestations de rejet vis-à-vis de la CAN 2002 apparaissent dans les silences comme les discours, elles ont généralement le caractère d'une résistance passive. En 2006, soit quatre ans après la CAN, Bamako est en proie à des violences urbaines, des heurts inédits depuis le soulèvement populaire de 1991 qui mit fin au régime du Général Moussa Traoré. Cette émeute consécutive à la défaite de l'équipe nationale face au Togo apparaît aussi comme l'ultime expression d'attentes sociales et d'espoirs déçus (Brohm, 2006). Au sortir du stade les supporters détériorent le mobilier urbain et saccagent les symboles dont les précieux feux tricolores qui constituent les rares acquis de la CAN 2002. Certains indicateurs socio-économiques comme l'indice de GINI montrent un écart au seuil de pauvreté qui fléchit légèrement en milieu urbain, passant de 39,87 en 2001 à 38,93 en 2006. Pourtant, les inégalités de revenus se sont accrues dans l'ensemble de la société malienne. Dans la dynamique de l'organisation de la CAN entre 1994 et 2001, elles avaient baissé de 20,96%. Après la compétition on constate

²² Initiative de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) amorcée dès sa création en 1958, afin de désenclaver les zones déshéritées et de favoriser les échanges entre le Nord et le Sud du Sahara.

²³ Dans chaque famille sikassoise on trouve au moins un homme qui exerce la profession de transitaire.

qu'elles ont très peu reculé, on observe une légère variation de 2,36% entre 2001 et 2006.²⁴ Sur la même période, alors que plus 51% des maliens vivent avec moins d'un dollar par jour, la part des revenus détenus par les 10% les plus riches reste toujours aussi élevée (30%).²⁵

Yacouba, 23 ans, étudiant (2009)

*Le pays est aux mains des bandits, ils se partagent le pays. Leurs enfants roulent dans les 4X4, pendant que nous on souffre. Dans les discothèques ils achètent des bouteilles à 100 000 Fcfa. Le ministre Soumaïla Cissé se déplace en hélico, l'argent vient d'où, hein ? Corruption voilà le problème ici. Concours, emploi, diplôme...Tu veux quelque chose tu paies ! Ils se sont tous servis pendant la CAN... Et puis le président ATT a vendu le pays à Kaddafi.*²⁶

V Un développement mitigé

Sur les plans sanitaire et éducatif

A l'amorce du projet, Ibrahima Makanguile, le président du COCAN, s'est évertué à présenter la CAN comme un formidable outil de développement. Précisant que la dimension sportive ne représentait que 45% du budget total et que l'État malien n'avait pas vocation à investir 81 millions de dollars dans le seul football. Mais l'espoir de tirer un profit extra-sportif de cet événement qui est censé propulser le Mali dans le XXI^{ème} siècle s'estompe rapidement. Le budget CAN 2002 estimé à 122 milliards de FCFA par les autorités maliennes va exploser, son coût réel avoisinera les 250 milliards de Francs CFA. De Flyvberg (2012) à Brückner (2012), les différentes études sur les méga-événements sportifs font apparaître la situation financière malienne comme un cas relativement commun. Les coûts peuvent être 200% plus élevés que ceux annoncés, certains montants sont sous-évalués voire dissimulés. Cette compétition de trois semaines qui nécessite quatre ans de travaux grève le budget développement du pays pour une période de sept ans. C'est un Mali politiquement stable mais exsangue que l'on retrouve en 2009. Cette fragilité économique combinée à la violence morale des acteurs politiques et au retrait de l'État vont faire imploser la démocratie malienne en 2012. Et masquée par une rhétorique de la fête l'organisation de la CAN a redéfini les limites de la démocratie malienne. Les établissements scolaires et les administrations ont été fermés tout au long de la compétition. Étudiants et fonctionnaires ont été mis en congés, officiellement « pour permettre à chacun de profiter de la CAN ». A travers cette (dé)mobilisation populaire forcée les autorités ont cherché à garder le contrôle sur d'éventuels agitateurs, en neutralisant les leaders syndicaux, étudiants et lycéens ainsi que tous les lieux de rassemblement considérés comme potentiellement subversifs. Témoins de la gabegie financière liée à l'événement, après la CAN les revendications des acteurs du secteur éducatif s'accroissent. Les campus redeviennent le théâtre régulier de luttes sociales qui débouchent sur des années universitaires blanches.

Dans le sillage de la CAN les Maliens ont vu fleurir de nombreux centres de santé pourvus en matériel neuf mais réservés à une clientèle de citoyens aisés. Le Mali compte 70 cliniques privées pour 11 hôpitaux, dans la ville de Sikasso on dénombre un hôpital pour 6 cliniques et le nombre d'écoles privées a bondi de 120 % entre 2002 et 2005. Loin de l'État Providence et du concept de la *dyatiguiya étatique*, c'est la solidarité familiale qui fait fonction de couverture sociale. Les habitants des quartiers populaires de Sikasso évoluent

²⁴ Sur les inégalités de revenu au Mali de 1994 à 2010, voir Perspective mondiale, Université de Sherbrooke.

²⁵ En 1994, 85% vivaient avec moins d'un dollar par jour, ils n'étaient plus que 58,5% en 2002, une baisse davantage liée au cours des matières premières qu'à la CAN 2002.

²⁶ Soumaïla Cissé, ex-ministre des finances du Mali. Amadou Toumani Touré dit ATT est l'ex-président du Mali.

toujours dans des conditions sanitaires sommaires, ils ont recours aux dispensaires, aux tradipraticiens ou aux médicaments frelatés vendus à la sauvette. L'hôpital public n'arrive qu'en dernier recours (Balique, 2014). La majorité des Sikassoïses sont dans l'incapacité d'avancer des frais de santé trop onéreux et ceux qui arrivent à réunir les 100 000 FCFA²⁷ nécessaires affirment être confrontés à un personnel démotivé. Dans un pays où l'on compte seulement 0,05 médecins pour 1000 habitants et où la dépense en santé ne représente que 6,8% du PIB soit environ 32,8 euros par habitant, nous assistons à une privatisation de la santé et de l'éducation et plus généralement à la désuétude des services non marchands. Un nombre grandissant d'enseignants et de médecins se désinvestissent des établissements publics pour se diriger vers un système privé rémunérateur. La libéralisation du secteur éducatif et plus largement l'hémorragie à laquelle on assiste dans le secteur sanitaire sont en partie imputables aux politiques structurelles décidées par les bailleurs de fonds internationaux et la tenue de la CAN 2002 au Mali en ont accéléré le processus.

A court terme l'impact de la CAN sur l'économie locale est négligeable. Les équipes logées dans les villas ont quitté le site dès leur sortie du tournoi. Totalemment prises en charge par leurs fédérations nationales respectives leurs dépenses se sont limitées à quelques lieux récréatifs, des restaurants privés ou night-clubs du centre-ville. La majorité des supporters étaient des locaux et les supporters frontaliers ont été orientés chez l'habitant à moindre frais. A long terme on relève peu d'influence sur le quotidien des Maliens. Les études sur les dépenses de consommation finale des ménages montrent une augmentation du pouvoir d'achat de 9,85% entre 2001 et 2002 puis un effondrement de celui-ci à partir de 2009.²⁸ Si les attentes vis-à-vis de la CAN étaient importantes, on constate qu'elle n'a rien changé à la vie de familles dont 80% évoluent encore dans le secteur informel. Et après les périodes de mobilisation puis d'effervescence collective il apparaît que c'est surtout la dimension sportive qui a été mise en valeur.

Les programmes post-can de développement du sport

Les jeux de Los Angeles en 1984 font à la fois figure de référence en terme de management et d'exception en ce qui concerne la rentabilité financière d'un méga-événement sportif (Baade, 2015). L'événementiel culturel se caractérisant par son déficit structurel endémique, l'attribution de l'organisation d'une compétition internationale prend très vite l'aspect d'une *winner curse*. Cette malédiction du vainqueur qui contraint le pays choisi à assumer les répercussions économiques et sociales des jeux grandioses qu'il a offerts à la confédération (Bourg & Nys, 2006).

Barou, 26 ans, salarié d'une boutique de téléphonie (2017)

Le ballon rond c'est le seul sport que les gens connaissent ici. Faut voir comment on s'écharpe dans le grins à cause de ça. Y'a pas mieux que le foot, c'est trop doux et en plus y'a l'argent dedans.

On estime le coût unitaire moyen des quatre stades construits à l'occasion de la CAN dans les provinces maliennes à environ 3 milliards de francs CFA soit 4,5 millions d'euros (Ripley & Hume, 2015). Il s'agit d'arènes de 15 000 à 20 000 places exclusivement destinées à la pratique du football. Seuls les deux grands stades situés dans la capitale sont habilités à accueillir des compétitions d'athlétisme. Le stade Babemba de Sikasso est entouré d'une simple piste en latérite contenant cinq couloirs, il a été construit sur le modèle des stades de Ségou, Mopti et Kayes. Les terrains d'entraînement destinés aux équipes nationales étrangères ont été entièrement financés par les municipalités. Certains terrains profitent encore aux clubs

²⁷ Environ 150 euros car 1 euros équivaut à 655 FCFA. Pour les montants de la CAN en euros voir Table 1.

²⁸ Banque mondiale et Perspective mondiale, Université de Sherbrooke, 2019.

locaux. Les autres, laissés à l'abandon, constituent des lieux de pratiques auto-organisées investis par les joueurs des quartiers. Les jeunes Sikassoïses se retrouvent régulièrement sur l'ancien terrain d'entraînement de l'équipe nationale des Éléphants de Côte d'Ivoire. L'éclairage des stades inonde les parvis et fait des abords des stades des lieux dévolus à l'activité physique, ainsi matches et séances nocturnes de course à pied s'y déroulent quotidiennement.²⁹ La construction du stade Babemba est loin d'avoir bouleversé le paysage sportif local. Les clubs résidents du Tata et du Stade Malien de Sikasso végètent en deuxième division de football et la vitrine sportive de la ville reste son équipe féminine de basket. Les droits d'entrées et de vente relativement élevés inhibent les consommateurs et rendent l'affaire peu rentable. À l'opposé, les tournois inter-quartiers donnent l'opportunité d'écouler des marchandises à un public qui assiste librement aux rencontres.

L'organisation des CAN tend à renforcer la position monopolistique du football dans les pays africains (Augustin, 2010). Les instances sportives nationales se sont longtemps contentées d'une gestion minimale des sports collectifs de petit terrain et des pratiques individuelles, cantonnées aux milieux scolaire et militaire.³⁰ Les structures existantes héritées de la période coloniale puis de la CAN servent à accueillir les compétitions d'athlétisme, de rugby ou de lutte traditionnelle. Contraints aux miettes ou à l'exil les champions olympiques de taekwondo, champions du monde boxe ou autres champions d'Afrique de basket-ball et de handball sont conscients d'évoluer dans des « sous-disciplines sportives »³¹. Les conditions matérielles sommaires des fédérations nationales sportives et du ministère des sports contrastent avec les locaux flambant neufs de la fédération malienne de football et reflètent la position hégémonique qu'occupe le football dans la culture sportive malienne.

Sept ans après la tenue de la CAN au Mali et le développement exclusif des structures footballistiques, le gouvernement, par le biais de son ministère des sports, entreprend une modernisation de structures sportives. La réhabilitation des infrastructures sportives du pays entre dans le cadre d'un programme de développement économique et social, connu sous l'acronyme PDES. Ce programme se dote d'un bureau spécial des investissements ou BSI chargé de financer les travaux. C'est un vaste chantier de dix-huit mois qui débute en Avril 2009. C'est donc le budget national via le BSI qui va financer des travaux d'aménagement des espaces intérieurs et extérieurs des stades et procéder à la rénovation de la seule piscine olympique du pays, fermée depuis plusieurs années. L'objectif est de redynamiser la natation malienne, de doter les sports collectifs de petit terrain d'infrastructures modernes et de réhabiliter les stades des villes secondaires. L'essentiel des travaux de construction et de rénovation des infrastructures sportives maliennes ont été confiés à deux entreprises chinoises.

Associé au projet, le développement durable devait répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Pourtant, le bilan écologique du Mali post-Can est désastreux. On observe que la construction des infrastructures a conduit à la destruction de l'environnement. Tout un quartier s'est progressivement édifié autour d'un stade autrefois situé au cœur d'une zone luxuriante. La

²⁹ Les travaux d'électrification réalisés pour la CAN n'ont pas atténué les coupures d'énergie (Voir table 2). Le bac 2015 dont les sujets ont été réceptionnés tardivement par les lycées sikassoïses a été composé à la lueur de la bougie.

³⁰ À côté du football la lutte traditionnelle est vivace au Sénégal. Les arènes sont remplies et les lutteurs sont de véritables stars (Tyson, Bombardier...).

³¹ Cette précarité à la fois sociale et sportive (Roderick, 2012) explique la recrudescence des fuites d'athlètes lors des compétitions internationales. Une « fuite des costauds » à dissocier du phénomène *leg drain* étudié par Paul Darby (2012) et qui renvoie davantage aux perspectives de carrière dans les grands championnats européens.

construction du village CAN de Sikasso puis son expansion illimitée ont nécessité de raser le *singzang*, un bois sacré et une large zone où vivait une faune abondante (Death, 2011). Des problèmes auquel s'ajoute la prolifération des sites d'orpaillage clandestins, polluant rivières et nappes phréatiques de la région sikassoise et mettant en péril la santé des villageois alentours.

La CAN a certes permis de rénover une partie du parc immobilier, de refaire les routes mais elle a aussi contribué à accentuer les divergences entre les différentes franges de la société. Dix ans après l'événement le Mali est en proie à l'instabilité et aux fractures régionales. Les Maliens avaient le sentiment que ce projet d'envergure serait profitable à tous. D'autant qu'à l'ouverture de la compétition le Mali est dans une mauvaise conjoncture. Le pays est frappé par la récession consécutive à la chute de la production cotonnière, il vient d'investir plus que prévu et de grever son budget développement pour plusieurs années. En lieu et place des touristes ce sont les réfugiés ivoiriens puis ceux du Nord qui vont bénéficier de la *dyatiguiya*. La menace terroriste qui s'étend au Sahel classe le Mali en zone rouge, un pays déconseillé par les 28 ministères européens des affaires étrangères. Si la période post-olympique a vu Barcelone conforter sa position de métropole européenne de premier plan, les lendemains furent moins chantants pour d'autres cités organisatrices de méga-événements, victimes de la gabegie financière et de crises politiques majeures. Après la compétition, le Mali, pays à construire devient un État failli, une nation à reconstruire. Touché par la malédiction du vainqueur et miné par des tensions internes, Bamako partage un peu des destins troublés d'Athènes, de Kiev ou de Sarajevo (Tagaris, 2014).

Conclusion

A l'instar du Mali en 2002, les nations les moins développées voient à travers la coupe d'Afrique un moyen de faire exister leur pays sur la scène continentale. Ce pays sahélien situé en queue du classement des indices de développement humain (179e/188) accède ainsi à une large couverture médiatique et à un niveau de notoriété inédits. Mais les efforts consentis n'ont pas permis de relancer l'économie et n'ont pas eu d'effet durable sur la qualité de vie des habitants. Le projet hypothétique d'un Mali qui gagne aussi bien sur les plans économiques que sportifs a rapidement été infirmé. Confrontés à des difficultés au quotidien les Maliens ne voient plus dans l'événementiel sportif un outil de développement. Néanmoins, la position et la pratique du football dans la société malienne se sont renforcées, c'est un sport perçu comme un formidable moyen de transformation sociale qui s'inscrit davantage dans les stratégies individuelles des jeunes hommes (Van der Meij & Darby, 2015). Dans la dynamique de l'événement les voix prêtes à contester les investissements liés au seul football restent inaudibles (Ngonsyama, 2010). La perspective d'être le centre du monde footballistique, l'identification à l'ancienne puissance coloniale à travers le modèle « France 98 » et la concurrence avec les nations voisines, soutiennent l'élan patriotique. Les notions d'intérêt général, de cohésion ou d'orgueil national accompagnent les projets CAN (Owumechili, 2010). Lorsque la CAF annonce le retrait de l'édition 2019 au Cameroun, cela apparaît comme une véritable humiliation voire une honte nationale. Si le Mali a obtenu l'organisation de la CAN trente ans après l'avoir perdue, le moratoire camerounais ne devrait durer que deux ans, à condition que la récente dégradation des conditions sécuritaires ne viennent à nouveau contraindre ces projets.

Tableau 1

Les coûts et dépenses engagés pour la CAN 2002

Infrastructures	Bailleur principal	Montant en Milliards de FCFA	Montant en millions d'euros
Stades	<i>État Malien</i>	60	91
Télécommunications	<i>Sotelma</i>	17	25
Infrastructures aéroportuaires	<i>État Malien</i>	18	27
Terrains d'entraînement	<i>Municipalités</i>	0,08	0,12
Villages CAN	<i>Banques Agences</i>	7,5	114
Bilan officiel	<i>COCAN Partenaires</i>	122	186
Coup réel	<i>Service public ; Aides au développement Fonds Monétaire International ; Banque Africaine de Développement</i>	250	381
TOTAL			

Tableau 2 Les travaux et changements opérés dans le cadre de la coupe d'Afrique 2002

Domaine d'intervention	Situation pré-CAN	Dans cadre de la CAN
Infrastructures sportives	<i>Quelques stades en très mauvais état et issus de la période coloniale, principalement dans la capitale ; et des terrains municipaux dans les villes. 1 stade pour 300 000 hab.</i>	<i>Construction de quatre nouveaux stades et rénovation en profondeur des autres infrastructures footballistiques.</i>
Aménagement urbain	<i>Les zones résidentielles sont peu nombreuses et les quartiers populaires sont délabrés, près de 65% des habitants des zones urbaines vivent dans les bidonvilles.</i>	<i>Création de véritables quartiers résidentiels dit « villages Can » avec toutes les commodités, dans les villes de provinces qui accueillent la compétition.</i>
Trafic aérien	<i>Un seul aéroport opérationnel au Mali et quelques aérodromes (Sikasso).</i>	<i>Rénovation et création d'aéroports régionaux autour des principales villes du pays.</i>
Trafic routier	<i>Seuls les axes principaux des grandes villes sont dotés de routes, la majeure partie des quartiers sont non goudronnés.</i>	<i>15 kilomètres de routes bitumées dans chaque ville-site.</i>
Energie	<i>Le taux d'électrification reste faible ; seuls 8 Maliens sur 1000 ont accès à l'électricité.</i>	<i>11 kilomètres d'éclairage dans les villes choisies.</i>
Télécommunications	<i>Moins de 7 lignes fixes pour 1000 habitants et surtout une couverture GSM défectueuse.</i>	<i>Amélioration de la couverture téléphonique et développement du réseau GSM.</i>
Services non marchands	<i>Désuets ou non fonctionnels.</i>	<i>Amélioration des services d'urgence dans les villes-sites.</i>

Tableau 3

Pays ayant été chargés de l'organisation d'une CAN senior masculin (1957-2023)

Classement/54	Pays	PIB en milliard de \$ (2018)	Pays organisateurs de la CAN (34 éditions)	Retrait par la CAF	Ré-attribution à son profit	Nations titrées à la CAN
1	NIGERIA	404,65	2	0	0	3
2	ÉGYPTE	332,79	5	0	1	7
3	AFRIQ du Sud	295,46	2	0	1	1
4	ALGÉRIE	159,05	1	0	0	2
5	MAROC	103,61	2	1	1	1
6	SOUDAN	95,58	2	0	0	1
7	ANGOLA	95,34	1	0	0	0
8	ÉTHIOPIE	72,37	3	0	1	1
11	GHANA	42,69	4	0	0	4
12	TUNISIE	42,06	3	0	0	1
13	CÔTE d'IVOIRE	36,37	2	1	1	2
14	LIBYE	34,7	2	1	0	0
15	CAMEROUN	32,22	2	1	1	5
16	RD CONGO	31,93	0	0	0	2
18	ZAMBIE	21,06	1	1	0	1
21	SÉNÉGAL	14,68	1	0	0	0
22	GABON	14,21	2	0	0	0
23	MALI	14,03	1	1	0	0
25	BURKINA Faso	11,69	1	0	0	0
28	GUINÉE Équato	10,68	2	0	1	0
34	GUINÉE Cokry	8,2	1	1	0	0
35	CONGO	7,83	0	0	0	1
TOTAL	22	NC	20	7	7	14

Références

- Alegi P. (2008). A nation to be reckoned with: the politics of world cup stadium construction in Cape Town and Durban, South Africa, *African studies*, vol. 67, n° 3, p. 397-422.
- Armstrong G. (2002). 'Talking up the game: football and the reconstruction of Liberia, West Africa'. *Identities*, 9, 4: 471–95.
- Augustin JP. (2010). Éléments géopolitiques du sport africain. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°250. P175-190.
- Baade R, Baumann R, Matheson V. (2010). Slippery slope? Assessing the economic impact of the 2002 winter Olympic Games in Salt Lake City, Utah. *Région et développement* no. 31, pp. 81–91.
- Baade R, Matheson V. (2002). *Bidding for the Olympics: fool's gold? In transatlantic sport: the comparative economics of North American and European sports*, edited by Carlos Pestana Barros, Muradali Ibrahimó, and Stefan Szymanski, 127–51. London: Edward Elgar.
- Baumann R, Engelhardt B, Matheson V. (2012). Employment effects of the 2002 Winter Olympics in Salt Lake City, Utah. *Journal of economics and statistics* 232(3): 308–17.
- Balandier G. (1957). *Afrique ambiguë*, Paris : Plon, 396 p.
- Balique H. (2011). *Le défi de la santé en Afrique subsaharienne et ses perspectives. Dans : éd., Santé internationale: Les enjeux de santé au Sud* (pp. 29-50). Paris: Presses de Sciences Po.
- Baller S, Saavedra M. (2010). La politique du football en Afrique : mobilisations et trajectoires. *Politique africaine*, n°118, p 5-21.
- Boudou B. (2017). *Politique de l'hospitalité*, CNRS éditions.
- Bourg JF, Nys JF. (2006). *Financement des clubs sportifs et stratégie des collectivités territoriales*, Limoges : Presses Universitaires du Sport, 229 p.
- Brohm JM. (2006). *La tyrannie sportive*, Paris : Beauchesne, 244 p.
- Brückner M, Pappa E. (2015). News shocks in the data: Olympic Games and their macroeconomic effects. *Journal of money, credit and banking* 47(7): 1339–67.
- Bruijn M.E. de. (2008). *Mobility and society in the Sahel: an exploration of mobile margins and global governance. In: Pantsters W. (Ed.) Environment and governance: Van Gorcum*. 183-193.
- Chaponnière JR. (2008). L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalités et enjeux, *L'économie politique*, 2008/2, n° 38, pp. 7-28.

- Chaponnière JR, Gabas JJ. (2012). *Le temps de la Chine en Afrique – Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 216 p.
- Chiweshe M.K. (2014). The problem with african football: corruption and the (under)development of the game on the Continent. *African sports law bulletin* 2 (39): 27-33.
- Clastres P. (2008). *Jeux olympiques, Un siècle de passions.*, Paris : Edition les quatre chemins 123 p.
- Cornelissen S. (2004). “It’s Africa’s turn!” The narratives and legitimations surrounding the Moroccan and South African bids for the 2006 and 2010 FIFA finals’. *Third world quarterly*, 25, 7 : 1293–1310.
- Cornelissen S, Bob U, Swart K. (2011). Towards redefining the concept of legacy in relation to sport mega-events: insights from the 2010 FIFA world cup. *Development Southern Africa*, vol 28, issue 3.
- Cornelissen S, Swart K. (2006). The 2010 football world cup as a political construct: the challenge of making good on an african Promise. *The sociological review*, Volume: 54 issue: 2_suppl, page(s): 108-123.
- Darby P, Akindes G, Kirwin M. (2007). Football academies and the migration of african football labor to Europe, *Journal of sport and social issues*, vol. 31, n° 2, p. 143-161.
- Darby P. (2012). Gains versus drains: football academies and the export of highly skilled football labor. *The Brown journal of world affairs*, 18(2): 265-277.
- Darby P. (2002). *Africa, Football and FIFA. Politics, colonialism and resistance*, Abingdon, Frank Cass.
- Death C. (2011). 'Greening' the 2010 FIFA world cup: environmental sustainability and the mega-event in South Africa. *Journal of environmental policy and planning*, 13(2), 99-117.
- Desai A, Vahed G. (2010). World cup 2010: Africa’s turn or the turn of Africa? *Soccer & society*, 11(1): 154-167.
- Deville-Danthu B. (1997). *Le sport en noir et blanc*, Paris : L’Harmattan, 544 p.
- Dietschy P. (2014). *Histoire du football*, Paris : Tempus Perrin, 791p.
- Dietschy P, Keimo-Kembou DC. (2008). *Le football et l’Afrique*. Paris : EPA, 383 p.
- Farrar L. (2010). “Beijing’s water cube now has slides, rides, a wave pool and spa.” CNN.com, August 11.
- Fates Y. (2009). *Sport et politique en Algérie.*, Paris : L’Harmattan, 346 p.
- Feddersen A, Maennig W. (2013). Mega-events and sectoral employment: the case of the 1996 Olympic Games. *Contemporary economic policy* 31(3): 580–603.

- Flyvbjerg B, Stewart A. (2012). Olympic proportions: cost and cost overrun at the olympics 1960–2012. *Saïd business school working paper*, University of Oxford.
- Giesecke J, Madden J. (2011). Modelling the economic impacts of the Sydney olympics in retrospect - game over for the Bonanza story? *Economic papers* 30(2): 218–32.
- Giullianotti R, Armstrong G. (2004). *Between colonialism, independence and globalization: football in Zimbabwe. In football in Africa: conflict, conciliation and community*, 80–102. London: Palgrave Macmillan.
- Goerg O. (2006). Domination coloniale, construction de « la ville » en Afrique et dénomination. *Afrique & histoire*, vol. 5(1), 15-45.
- Gotman A. (2001). *Le sens de l'hospitalité – Essai sur les fondements sociaux de l'accueil de l'autre.*, Paris : Presses universitaires de France, 507 p.
- Grafmeyer Y, Authier JY. (2011). *Sociologie urbaine*, Paris : Armand Colin, 126 p.
- Laliberté M. (2005). Le tourisme durable, équitable, solidaire, responsable, social...: un brin de compréhension, *Téoros*, 24-2, 69-71.
- Matheson V. (2009). Economic multipliers and mega-event analysis. *International journal of sport finance* 4(1): 63–70.
- Matheson V. (2013). *Assessing the infrastructure impact of mega-events in emerging economies. In infrastructure and land policies*, Gregory K. Ingram and Karin L. Brandt, eds. 215–32. Cambridge, MA: Lincoln Land Institute.
- Muonde R, Muchemwa K. (2011). Dictatorships, disasters and african soccer: reflections on a moment in Zimbabwean soccer. *African identities* 9, no. 3: 279-290.
- Ngonsyama P. (2010). The 2010 fifa world cup critical voices from below, vol11, issue 1, *Soccer & society*, 11:1-2, 168-180
- Neube L. (2014). The interface between football and ethnic identity discourses in Zimbabwe. *Critical african studies* 6, no. 2-3: 192-210.
- Obeng S. (1960). *Kwame Nkrumah. Selected speeches*. Vol. 1, Accra, Afram publications, p. 26. 35.
- Onwumehili C. (2014). Nigerian football: interests, marginalization, and struggle. *Critical african studies*, 6, no. 2-3: 144-156.
- Ndlovu SM. (2010). Sports as cultural diplomacy: the 2010 FIFA world cup in South Africa's foreign policy, *Soccer & society*, 11:1-2, 144-153.
- Pillay U, Tomlinson R, Bass O (dir.). (2009). *Development and dreams: The urban legacy of the 2010 football world cup*, Le Cap, hSrc Press.

Plessis S. du., Maennig W. (2011). The 2010 FIFA world cup highfrequency data economics: effects on international tourism and awareness for South Africa, *Development Southern Africa*, 28:3, 349-365.

Poiret C. (2003). Criminalisation de l'immigration et sociologie des relations interethniques. In: *Hommes et migrations*, n°1241, Janvier-février 2003, pp. 6-19.

Porter PK, Fletcher D. (2008). The economic impact of the olympic games: ex ante predictions and ex post reality. *Journal of sport management* 22(4): 470–86.

Ripley W, Hume T. (2015). “Japan scraps plans for controversial ‘Bike Helmet’ Olympic Stadium.” CNN, July 17.

Rocaboy Y. (2015). Competition among national football leagues: Does it exist? Should we regulate? *Scottish journal of political economy*, 64(1): 88-114.

Roderick M. (2006). A very precarious ‘profession’: uncertainty in the working lives of professional footballers. *Work, employment and society*, 20 (2): 245-265.

Roderick M. (2012). An unpaid labour of love: professional footballers, family life, and the problem of job relocation. *Journal of sport & social issues*, 36(3): 317-338.

Roderick M. (2012). Domestic moves: an exploration of intra-national labour mobility in the working lives of professional footballers. *International review of the sociology of sport*, 48(4): 387-404.

Sahlins MD. (1972). *Stone age economics*, New York: Aldine de Gruyter, 364 p.

Tagaris K. (2014). “Ten years on, Athens 2004 gives Greece little to cheer.” Reuters, August 7.

Tandian D. (1998). Les suites de la dévaluation du franc CFA de janvier 1994. *L'Actualité économique*, 74, (3), 561–581.

Teigland J. (1999). Mega-events and impacts on tourism; The predictions and realities of the Lillehammer olympics. *Impact assessment and project appraisal* 17(4): 305–317.

Van der Meij N, Darby, P. (2015). *No one would burden the sea and then never get any benefit: family involvement in players migration to football academies in Ghana*. In *Football and migration: perspectives, places, players*, edited by Elliot, R., and J. Harris, 159-179. New York: Routledge.

Vuarin R. (1994). L’argent et l’entregent à Bamako. *Cahiers des sciences humaines*. 31) (1-2) 1994 : 25-5-273.

Zanenga P. (2012). Visualizing politics in an african sport: political and cultural constructions in Zimbabwean soccer. *Soccer and society*, 13 no. 2: 250-263

Zimbalist A. (2015). *Circus maximus: The economic gamble behind hosting the Olympics and the world Cup*. Brookings institution press.